

**Exposé de M. Hovhannes Guevorkian, Représentant de la  
République du Haut-Karabagh en France**

**lors de la Conférence « La situation au Haut-Karabagh »  
à Saint-Chamond, le 22 avril 2010**

Le conflit du Karabagh remonte à 1918, quand à la suite de la chute de l'empire russe trois républiques indépendantes ont vu le jour dans la région du Caucase du Sud ; la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Dès le début, s'est posé le problème des frontières de ces républiques lesquelles depuis des centaines d'années n'avaient pas eu de structures étatiques ni de frontières délimitées. Dès le début, le problème de la province du Karabagh, province dont l'appartenance à l'Arménie historique n'a jamais suscité de doute, s'est posé entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, le litige allant jusqu'à des affrontements violents entre Arméniens et Azéris de la région.

En 1920, toute la Transcaucasie a été soviétisée. Un an après, les autorités soviétiques centrales, ignorant les protestations des Arméniens, décident de rattacher le Haut-Karabagh à la République soviétique d'Azerbaïdjan. Cette décision du gouvernement soviétique ne reposait sur aucune considération historique, ne prenait en compte aucune réalité ni les aspirations du peuple de l'Artsakh. Elle répondait à la vieille maxime byzantine « diviser pour régner ».

Toujours est-il que cette décision prévoyait une large autonomie régionale pour le Haut-Karabagh. Néanmoins, durant toute la période soviétique, les Arméniens d'Arménie et du Haut-Karabagh n'ont cessé de réclamer le rattachement de la province à l'Arménie dont elle a toujours été partie intégrante. La revendication des Arméniens du Karabagh de voir leur région rattachée à l'Arménie n'était pas motivée par de simples considérations d'ordre historique ; appartenance de la région à l'Arménie historique, communauté de langue et de religion chrétienne, présence séculaire de l'identité et de la culture arménienne dans la région etc.

Cette revendication était avant tout, et c'est là le cœur du problème, une réponse à la politique systématique de discrimination mise en œuvre par le gouvernement de la république d'Azerbaïdjan, consistant à désarméniser progressivement la région.

En effet, peuplé à 95 % d'Arméniens en 1921, le Haut-Karabagh ne comptait plus que 75% d'Arméniens dans les années 1980. Pendant 70 ans, les Arméniens du Karabagh ont été soumis à une politique démographique et culturelle volontairement anti-arménienne visant à supprimer le caractère national de l'autonomie de la région. En exigeant son rattachement à l'Arménie, le peuple du Haut-Karabagh y voyait l'unique garantie de la survie de la province, l'unique moyen de sa propre survie en tant qu'Arméniens.

Mais il le problème national étant un tabou dans cette Union soviétique qui reposait précisément sur l'idéologie de la fraternité des peuples et il ne faut pas s'étonner que Moscou ait toujours refusé à régler le problème du Karabagh, maintenant le territoire au sein de l'Azerbaïdjan.

Le mouvement s'est accéléré avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev et l'avènement de la perestroïka. Cette tentative de libéralisation du régime politique en URSS a été perçue par les Arméniens comme une occasion de voir enfin le problème du Haut-Karabagh réglé, en conformité avec la constitution soviétique reconnaissant aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes.

En 1988, les députés du Soviet régional du Haut-Karabagh demandaient une fois de plus le transfert de la région du Haut-Karabagh de l'Azerbaïdjan à l'Arménie.

Mais pour toute réponse à cette demande politique et parfaitement pacifique, les autorités azerbaïdjanaises ont orchestré des pogroms successifs d'une violence indicible contre les populations arméniennes de Soumgait, de Kirovabad et de Bakou, capitale azérie, et dans ses banlieues, des villes de l'Azerbaïdjan où les Arméniens vivaient depuis des siècles.

Dans cette situation, le 2 septembre 1991, les autorités régionales du Haut-Karabagh organisent un référendum sur l'avenir de la région. Plus de 99 % de la population se prononce alors en faveur de l'indépendance. Le jour même le Haut-Karabagh se proclame République indépendante et fait sécession de l'Azerbaïdjan. Offense suprême pour Bakou qui refuse de se rendre à l'évidence et déclenche une guerre massive contre le Haut-Karabagh.

Cette guerre qui a duré 4 longues et terribles années, fera plus 35 000 morts de part et d'autre, plusieurs dizaines de milliers de blessés graves et des centaines de milliers de réfugiés. Aujourd'hui on peut difficilement trouver en Artsakh une famille qui n'en soit pas touchée. Cette guerre que nous n'avons pourtant pas voulue, a laissé des traces indélébiles sur chacune des familles en Artsakh y ayant perdu pères, fils ou frères. Pendant des mois entiers, isolés du monde, la capitale Stepanakert et les autres villes et villages du Haut-Karabagh ont été soumis à des tirs de missiles incessants, leurs populations étant obligées de se réfugier dans des caves pour éviter la mort.

Mais le peuple de l'Artsakh a pu organiser sa défense. Avec une volonté de fer et une détermination à toute épreuve, au prix de leur vie, les Artsakhtsis ont pu tourner la guerre à leur avantage.

Face à la débâcle de son armée qui perdait région sur région, l'Azerbaïdjan a été obligé de demander un cessez-le-feu.

Celui-ci a été signé en 1994 à Bichkek, la capitale de Kirghizstan, entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie et le Haut-Karabagh, sous les auspices de Moscou.

Depuis, c'est le groupe de Minsk de l'OSCE qui assure la médiation dans le règlement du conflit.

Sa direction est confiée à trois co-présidents, la Russie, les Etats-Unis et la France, la Russie.

Depuis 1994, la coprésidence du Groupe de Minsk a soumis aux parties en conflit de nombreuses propositions de compromis. Retenons simplement qu'aucune de ces propositions n'a pu aboutir jusqu'à présent, l'Azerbaïdjan refusant toujours de reconnaître le droit du Haut-Karabagh à l'autodétermination. Bakou exige le retour sous son contrôle non seulement des territoires que l'Azerbaïdjan a perdus au cours de la guerre de 1991-1994 mais aussi celui du Haut-Karabagh auquel Bakou promet une large autonomie administrative et culturelle. Cependant, tout en promettant la sécurité et l'autonomie au peuple du Haut-Karabagh, les autorités azerbaïdjanaises n'ont cessé de le menacer de revanche militaire ce qui réduit à néant la crédibilité de leurs promesses. Le jour où le Haut-Karabagh se retrouvera sous la juridiction de l'Azerbaïdjan, ce sera la fin non seulement de l'indépendance mais de la présence des Arméniens sur leur terre ancestrale, et le passé récent est là pour nous le rappeler. Le problème du Karabagh n'est pas une banale bagarre juridique ni un problème de prestige. Il en va de la survie du peuple de l'Artsakh que seul un statut clair, définitif et internationalement garanti peut assurer. Voilà pourquoi, le problème du statut, primordial pour la partie arménienne, continue à diviser les protagonistes du conflit.

Avec la signature par les présidents Ilham Aliiev et Serge Sarkissian en novembre 2008 de la déclaration de Moscou qui met l'accent sur le règlement politique du conflit, les négociations

sont entrées dans une nouvelle phase. Les rencontres bilatérales entre les présidents azerbaïdjanais et arménien se multiplient sous l'égide du Groupe de Minsk, les médiateurs rappelant toujours le principe essentiel sur lequel doit reposer le règlement du conflit : le non recours à la force pour résoudre le conflit.

C'est un progrès, certes, mais le règlement du conflit paraît encore loin compte tenu de l'attitude intransigeante de Bakou.

Quant au Haut-Karabagh, celui-ci est aujourd'hui un Etat accompli, non reconnu par la communauté internationale, il est vrai, mais possédant tous les attributs d'un Etat indépendant, des frontières, des institutions politiques et administratives, une assemblée nationale et un président élu au suffrage universel, des représentations dans le monde et une armée régulière, capable d'assurer sa sécurité.

Bientôt, le 23 mai, des élections législatives pour une 5<sup>ème</sup> législature se dérouleront au Haut-Karabagh. Au-delà du sens fondamental qu'un scrutin de cette envergure procure à la démocratie, ces élections en ont un autre, non moins fondamental pour moi. Elles prouvent que le Haut-Karabagh est une réalité indéniable, que ce n'est pas qu'un territoire vide dont on dispute la paternité. C'est d'abord un peuple qui se rendant aux urnes à chaque échéance électorale, rappelle au monde qu'il existe bel et bien même si on refuse pour l'instant de lui reconnaître ce droit, qu'il est le maître de son destin et compte le rester pour toujours.

La République du Haut-Karabagh est bel et bien une réalité grâce à un peuple qui vit, crée, étudie et travaille sans relâche, et des autorités soucieuses du bien-être et de l'avenir de ce peuple. C'est un Etat parmi d'autres, qui connaît des difficultés économiques et sociales certes, et c'est normal car l'Artsakh vit quasiment isolé du monde, mais qui n'en est pas moins déterminé à les surmonter.

Cela me remplit de joie et de fierté et aussi d'espoir de voir la République du Haut-Karabagh reconnue dans ses droits et l'égale des autres Etats dans sa quête de paix, de démocratie et de développement auquel ont droit toutes les nations du monde.

Merci de votre attention